



PROCES VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MARDI 17 MAI 2016

CONVOCATION

Le 10 mai 2016, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 17 mai 2016 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2016
- 2 - Subventions aux associations pour 2016 .
- 3 - Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Convention subvention de l'Etat pour les travaux de restauration intérieure
- 4 - Etude de faisabilité pour l'acquisition et la réhabilitation d'une partie du bâtiment de la Coopérative Vinicole pour y recevoir les locaux d'un Office du Tourisme intercommunal, d'une Maison du Terroir et d'une salle de conférences, avec le partenariat financier du Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER), la Région, le Département et la Communauté de Communes du Comté de Provence.
- 5 - Adhésion au SIVAAD et désignation de délégués
- 6 - Redevances d'occupation du domaine public (gaz et chantiers électricité)
- 7 - Création d'un emploi de Technicien Territorial
- 8 - Modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence
- 9 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 10 - Questions écrites
- 11 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 17 mai 2016, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - MUNIER Denise - COLLAINE Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - FURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mme PASQUET Annette (procuration donnée à Julie BREBAN) - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - MM. CEMBRANI Romain (procuration donnée à Olivier COLLAINE) - COEURDEUIL Yves (procuration donnée à Gaby LANGE) - PAZ Aymeric (procuration donnée à Isabelle BOULE AMPHOUX).

soit 22 présents et 5 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

1 - Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2016,

A l'unanimité moins une abstention : M. FOURNEL (car absent à ladite réunion)

APPROUVE ce document.

2 - Subventions aux associations pour 2016

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **S.N.E.M.M. 311^{ème} SECTION D'ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 250 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 230 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **S.N.E.M.M. 311^{ème} SECTION D'ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE** une subvention d'un montant de 230 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION DES ENGAGES ET ANCIENS COMBATTANTS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 200 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ASSOCIATION DES ENGAGES ET ANCIENS COMBATTANTS** une subvention d'un montant de 200 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **A.I.D.E.S.** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **A.I.D.E.S.** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

-L'association n'organise ni ne participe à aucune manifestation gratuite pour le village.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** pour le motif invoqué par ladite commission

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **AOUT 1944** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 500 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **AOUT 1944** une subvention d'un montant de 500 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'**ASSOCIATION COMMUNALE DE LA CHASSE ET DE LA NATURE DE LE VAL** qui sollicite une aide financière d'un montant de 650 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **650 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 1 CONTRE : M. KINET / 1 ABSTENTION : M. VERDON

ACCEPTE d'allouer à l'**ASSOCIATION COMMUNALE DE LA CHASSE ET DE LA NATURE DE LE VAL** une subvention d'un montant de **650 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION CULTURELLE VALOISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 16.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **14.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 1 CONTRE : M. COLLAINE Olivier (qui estime qu'une association ne doit pas thésauriser la subvention de la commune),

ACCEPTE d'allouer à l'association **ASSOCIATION CULTURELLE VALOISE** une subvention d'un montant de **14.000 €** pour l'année 2016,

Messieurs CULINATI et LANGE quittent la salle en leur qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association des Donneurs de Sang Bénévoles.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **AMICALE DES DONNEURS DE SANG BENEVOLES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **500 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **AMICALE DES DONNEURS DE SANG BENEVOLES** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION VALOISE DE PECHE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 900 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **500 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ASSOCIATION VALOISE DE PECHE** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL AMICALE PROTECTION DE LA FORET** qui sollicite une aide financière d'un montant de 600 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **400 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL AMICALE PROTECTION DE LA FORET** une subvention d'un montant de **400 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **CLUB DE LOISIRS DU VAL** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **800 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **CLUB DE LOISIRS DU VAL** une subvention d'un montant de **800 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **COMITE DES FETES « LEI JOUINE VALEN »** qui sollicite une aide financière d'un montant de 18.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **16.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 4 abstentions : MM. COLLAINÉ (qui précise qu'un nombre important de boissons sont périmées alors que payées par la Commune) - KINET (vu qu'il est membre de l'association),

MM. CEMBRANI et PAZ (absents avec pouvoir car membres du Conseil d'Administration),

ACCEPTE d'allouer à l'association **COMITE DES FETES « LEI JOUINE VALEN »** une subvention d'un montant de 16.000 € pour l'année 2016,

Messieurs CULINATI - NAL - KINET quittent la salle en leur qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association « Confrérie Sant Antoni Dou Porquet ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **CONFRERIE « SANT ANTONI DOU PORQUET »** qui sollicite une aide financière d'un montant de 10.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 8.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **CONFRERIE « SAN ANTONI DOU PORQUET »** une subvention d'un montant de 8.000 € pour l'année 2016,

Mesdames TURINELLI et REES et Messieurs CULINATI et NAL quittent la salle en leur qualité de membres du Conseil d'Administration de l'association « Comité de Jumelage de Villes Européennes ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **COMITE VALOIS DE JUMELAGE DE VILLES EUROPEENNES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 800 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **COMITE VALOIS DE JUMELAGE DE VILLES EUROPEENNES** une subvention d'un montant de 800 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **CROIX ROUGE FRANCAISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **CROIX ROUGE FRANCAISE** une subvention d'un montant de **100 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL F.N.A.C.A.** qui sollicite une aide financière d'un montant de 230 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **230 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL F.N.A.C.A.** une subvention d'un montant de **230 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **FRANCE ALZHEIMER VAR.**, qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **FRANCE ALZHEIMER VAR** une subvention d'un montant de **100 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **GYM LOISIRS VALEN** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **500 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité moins une abstention : Mme Julie BREBAN qui estime que le montant alloué n'est pas suffisant,

Mme DONADEY précise que le montant a été revu à la baisse car l'association ne participe pas au spectacle de fin d'année,

ACCEPTE d'allouer à l'association **GYM LOISIRS VALEN** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE CHANT DES AIRES ET CIE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **250 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE CHANT DES AIRES ET CIE** une subvention d'un montant de **250 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL BESSILLON** qui sollicite une aide financière d'un montant de 10.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **9.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins deux abstentions Mmes BREBAN et PASQUET,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL BESSILLON** une subvention d'un montant de **9.000 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LEI RENAIRE VALEN** qui sollicite une aide financière d'un montant de 4.500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **4.100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 3 CONTRE : Mme BOULE AMPHOUX et MM. PÂZ et VERDON

3 abstentions : Mmes BREBAN et PASQUET et M. LANGE

ACCEPTE d'allouer à l'association **LEI RENAIRE VALEN** une subvention d'un montant de **4.100 €** pour l'année 2016,

M. Olivier COLLAINE quitte la salle en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association « LE VAL AMIS DES CHAPELLES ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE VAL AMIS DES CHAPELLES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 2.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 2.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 3 abstentions : Mme BOULE AMPHOUX, MM. PAZ et KINET (car membres de l'association)

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE VAL AMIS DES CHAPELLES** une subvention d'un montant de 2.000 € pour l'année 2016,

M. GAULET intervient pour demander si le fait que le total des propositions de subventions de la commission soit supérieur au montant de l'enveloppe prévue au budget communal 2016, ne pose pas un problème.

Mme BREBAN répond qu'effectivement ce dépassement de 1.580 € pose problème.

M. FOURNEL rappelle que chaque année des demandes de subventions exceptionnelles sont reçues.

Mme BREBAN indique qu'il n'y aura pas de subventions exceptionnelles en 2016 et que les 1.580 € de dépassement constaté ce jour seront prélevés sur une autre imputation budgétaire du chapitre 65, comme par exemple celle concernant les indemnités de fonctions des élus ou la subvention au C.C.A.S.

Mme DONADEY indique que la commission a essayé de limiter au maximum les dotations mais que seulement 3 membres ont été présents pour étudier les dossiers, ce qui n'a pas facilité la tâche. Elle demande qu'à l'avenir les conseillers fassent preuve de plus d'assiduité afin de trouver un terrain d'entente satisfaisant tout le monde.

M. DEBAQUE indique que tous les Présidents ont été reçus par la commission et qu'ils ont été mis au courant de la situation et des raisons pour lesquelles toutes les demandes n'ont pas pu être satisfaites.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES RANDONNEURS VALEN** qui sollicite une aide financière d'un montant de 300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 300 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins une abstention : M LANGE

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES RANDONNEURS VALEN** une subvention d'un montant de 300 € pour l'année 2016,

Monsieur Jean-Luc KINET quitte la salle en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de l'association « Les Z'Amis de la Cour Valenco ».

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO** qui sollicite une aide financière d'un montant de 6.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **5.600 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

Mme BOULE AMPHOUX demande pour quelles raisons le montant de la demande de subvention a-t-elle été majorée par rapport à 2015.

M. DEBAQUE répond que les costumes ont été repris par la couturière qui les avait réalisés et qu'en conséquence l'association doit les refaire en totalité.

Mme DONADEY souligne que le tissu doit aussi être acheté.

Mme INGRASSIA indique que l'association a démarré en 2015 avec peu de manifestations mais que pour 2016 elle propose un programme plus élaboré.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 2 abstentions : Mmes BREBAN et PASQUET,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO** une subvention d'un montant de **5.600 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES AMIS DU FESTIVAL DE MUSIQUE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 7.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 1.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 2 abstentions : MM. LANGE et VERDON,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES AMIS DU FESTIVAL DE MUSIQUE** une subvention d'un montant de **1.000 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **BRIGNOLES MUSIQUE DES SAPEURS POMPIERS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **1.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **BRIGNOLES MUSIQUE DES SAPEURS POMPIERS** une subvention d'un montant de 1.000 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **PIERRES ET JARDINS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.200 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. LANGE demande en quoi consiste cette association.

Mme INGRASSIA répond qu'elle s'occupe des jardins partagés et participe à toutes les manifestations sur la Commune avec des stands sur le travail du bois et la taille de pierre ainsi que tout ce qui touche au jardin.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **PIERRES ET JARDINS** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LES RESTAURANTS DU COEUR** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 100 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LES RESTAURANTS DU COEUR** une subvention d'un montant de 100 € pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **S'COOL DANCE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de 500 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **S'COOL DANCE** une subvention d'un montant de **500 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **SECOURS CATHOLIQUE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 100 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **SECOURS CATHOLIQUE** une subvention d'un montant de **100 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LE SOUVENIR FRANCAIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 400 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **300 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **LE SOUVENIR FRANCAIS** une subvention d'un montant de **300 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ST VINCENT DE PAUL** qui sollicite une aide financière d'un montant de 300 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **100 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **ST VINCENT DE PAUL** une subvention d'un montant de **100 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **TENNIS CLUB VALOIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 1.500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **1.000 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité moins 1 abstention : M. VERDON et 1 contre : M. LANGE (vu le gaspillage de l'électricité par l'éclairage des projecteurs),

ACCEPTE d'allouer à l'association **TENNIS CLUB VALOIS** une subvention d'un montant de **1.000 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **VENT DES COLLINES** qui sollicite une aide financière d'un montant de 800 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **720 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **VENT DES COLLINES** une subvention d'un montant de **720 €** pour l'année 2016,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **YOGA CLUB VALOIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 600 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention de **300 €**.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

ACCEPTE d'allouer à l'association **YOGA CLUB VALOIS** une subvention d'un montant de **300 €** pour l'année 2016,

LE CONSEIL MUNICIPAL

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires au versement de ces subventions aux associations précitées,

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016, chapitre 65.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 500 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :
-L'association n'organise ni ne participe à aucune manifestation gratuite pour le village.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE VALOISE** pour le motif invoqué par ladite commission

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **ARTS ET PASSIONS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 200 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

-L'association renonce à sa demande.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **ARTS ET PASSIONS** pour le motif invoqué par ladite commission,

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **LA PREVENTION ROUTIERE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 200 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

-L'association ne dispense pas de cours sur la sécurité routière auprès des enfants des écoles valaises, comme convenu.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,
A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **LA PREVENTION ROUTIERE** pour le motif invoqué par ladite commission

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **UNION DES CHASSEURS VALOIS** qui sollicite une aide financière d'un montant de 700 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

- la subvention versée à l'association communale de la chasse et de la nature de LE VAL inclut la subvention de l'Union des Chasseurs Valois (objet identique).

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **UNION DES CHASSEURS VALOIS** pour le motif invoqué par ladite commission.

M. DEBAQUE indique qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention de l'association **VIVRE ENSEMBLE EN PROVENCE** qui sollicite une aide financière d'un montant de 2000 €, la Commission Communale propose au Conseil Municipal de ne pas accorder de subvention à cette association, au motif suivant :

« La Commune dispose d'une épicerie solidaire qui peut venir en aide aux personnes en difficultés. »

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission Communale des Subventions,

REJETTE la demande de subvention 2016 de l'association **VIVRE ENSEMBLE EN PROVENCE** pour le motif invoqué par ladite commission

3 - Chapelle « Notre-Dame de Pitié » - Convention subvention de l'Etat pour les travaux de restauration intérieure

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 22 janvier 2015, la décision a été prise de lancer les travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », classée « Monument Historique ».

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée du lancement prochain de l'appel d'offres sur la base du Dossier de Consultation d'Entreprises préparé en concertation avec le service des Marchés Publics communal et l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, M. TRUBERT, pour les travaux de la tranche ferme (extérieurs (façades et toiture) et décors) L'estimation financière des travaux s'élève à 290.000 € HT.

Cette estimation comprend :

-M.O.E.....	19.000 €
-Travaux de restauration des extérieurs.....	222.000 €
-Travaux de restauration des décors.....	24.000 €
-Aléas de chantier et hausses de prix.....	25.000 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>290.000 €</u>

Le plan de financement de l'opération a été arrêté comme suit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €).....	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	20.000 €
-Autofinancement (21 %).....	61.767 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>290.000 €</u>

Mme INGRASSIA rappelle que l'opération est lissée sur deux années avec 100.000 € votés en 2016 et 190.000 € en 2017, « la Chapelle sera hors d'eau hors d'air au printemps 2017 ».

Elle indique à l'assemblée que la dernière tranche de travaux concerne la restauration intérieure de la Chapelle avec une estimation s'élevant à 160.000 € et précise que la subvention de la DRAC est déjà arrêtée avec un délai de deux ans pour la réalisation de cette tranche.

Elle propose que le plan de financement prévisionnel de ces travaux soit arrêté comme suit :

-Subvention de la D.R.A.C. (50 %).....	80.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (10 %).....	16.000 €
-Réserve parlementaire.....	10.000 €
-Autofinancement.....	54.000 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>160.000 €</u>

Mme INGRASSIA indique par ailleurs que ces travaux ne seront commandés qu'en 2018, soit après la fin de réalisation de ceux concernant les extérieurs et l'ensemble des décors.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette 3^{ème} et dernière tranche de travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » et son financement.

M. FOURNEL rappelle que le budget global s'élevait à 450.000 € y compris cette 3^{ème} tranche de 160.000 €

Mme INGRASSIA confirme et ajoute que l'autofinancement des deux années 2016-2017 s'élève à environ 65.000 € et que pour la 3^{ème} tranche il sera de 54.000 € sans compter les dons des mécènes estimés à 30.000 € minimum.

M. FOURNEL demande si les personnalités et professionnels destinataires des courriers de demande de mécénat ont répondu favorablement.

Mme INGRASSIA répond que certains ont effectivement répondu et versé une participation incluse dans le montant du mécénat.

M. KINET : « Je ne comprends pas pourquoi depuis un an et demi on délibère et on parle de ce dossier, alors qu'on aurait dû délibérer une fois pour toutes en demandant le plus grand subventionnement possible et en autorisant Monsieur le Maire à demander les subventions. D'autre part, pour quelles raisons les délais sont sans cesse repoussés vu qu'on parle maintenant de 3 tranches et non plus de deux. Pourquoi est-il question d'une dotation « réserve parlementaire » de notre Députée alors que la semaine dernière il a été dit qu'elle conservait cette réserve pour sa Commune. Donc pourquoi toutes ces spéculations et pourquoi ce report de délai ? Cela fait un an qu'on attend le dossier d'appel d'offres de l'Architecte des Bâtiments de France et aujourd'hui l'appel d'offres n'est toujours pas lancé. On est toujours sur une estimation de cet Architecte. Une commission avait été créée pour le suivi de cette opération mais elle n'a pas été réunie depuis au moins un an. Si on a aujourd'hui un dossier de consultation d'entreprises, pour quelles raisons ne pas le soumettre à la commission des travaux pour l'étudier et l'approuver ? Ce dossier est dilué et revient régulièrement comme un serpent de mer... »

Mme INGRASSIA rappelle que M. TRUBERT a été missionné en sa qualité d'Architecte des Bâtiments de France vu que la Chapelle est un monument classé : « L'estimation s'élève à 290.000 € et nous avons donc voté au budget 100.000 € sur 2016 avec un début de chantier en décembre et prévu de voter 190.000 € sur 2017.

M. KINET : Un début de travaux en décembre 2017 donc ! »

Mme INGRASSIA : « Pas du tout, je viens de dire que le chantier commencera en fin d'année 2016 pour se terminer au printemps 2017 pour tous les travaux extérieurs ! Tout a été ficelé et réfléchi. »

M. KINET : « Mais tout cela a été déjà dit et redit et je ne comprends pas pourquoi on en reparle sans arrêt. »

Mme INGRASSIA : « On en parle souvent effectivement mais jamais pour le même objet : une fois pour les subventions, une fois pour le budget et maintenant pour la 3^{ème} tranche. Il n'y a aucun décalé ! »

M. KINET : « Il faudrait un planning de phasage avec le financement, ce serait beaucoup plus clair et on ne perdrait pas du temps. »

Mme INGRASSIA : « Ce dossier est traité par la DRAC et ce n'est pas la commission des travaux qui va aller sur place. De plus on ne pouvait pas présager des subventions allouées par l'Etat et établir un plan de financement général puisque celle relative à la 3^{ème} tranche vient seulement d'être déterminée. Les missions d'études et de suivi du chantier ont été budgétées et payées partiellement par la Commune. »

M. KINET : « Pourquoi n'avons-nous pas connaissance du cahier des charges et pourquoi cela fait un an qu'on en parle et qu'on nous dit « il va arriver ». »

Mme INGRASSIA : « On vous a déjà dit précédemment, lors d'une réunion du Conseil Municipal, que vous pouviez aller le consulter dans le bureau de la Secrétaire Générale. Il est aussi disponible au bureau des Marchés Publics et en ligne sur internet sur le site de la Commune comme tous les marchés publics. Pour ma part je suis très satisfaite de l'avancée du dossier. »

M. KINET : « Nous devons délibérer aussi pour vous autoriser à signer la convention avec l'Etat pour l'attribution de la subvention. »

Mme INGRASSIA : « Effectivement, c'est bien l'objet de la délibération de ce soir et c'est la raison pour laquelle le dossier a été inscrit à l'ordre du jour et qu'il est évoqué. Cela nous permettra d'obtenir une subvention représentant 50 % de la dépense de restauration intérieure de la Chapelle, travaux programmés pour 2018. »

M. SAULNIER insiste sur le fait que cette restauration est très importante au niveau de la Provence Verte car la Chapelle est inscrite sur le chemin des Sanctuaires.

M. KINET pose la question de savoir si l'inscription de la réserve parlementaire correspond à une réponse favorable de Madame la Députée ou bien à une sollicitation, sans certitude aucune sur son obtention.

M. SAULNIER répond que des demandes ont été faites mais qu'aucune réponse n'est encore parvenue en Mairie.

M. LANGE indique qu'il est fort peu probable que cette réserve parlementaire soit attribuée au VAL.

Mme INGRASSIA répond qu'il est du rôle des élus de demander cette subvention. Elle remercie le Conseil Municipal et dit espérer que, bientôt, on pourra voir de la route une belle chapelle restaurée.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture et au Patrimoine,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de l'estimation des travaux établie par la D.R.A.C. pour un montant total de 160.000 € HT pour les travaux de la troisième tranche soit ceux concernant l'intérieur et l'aménagement paysager

ARRETE le plan de financement de ces travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » comme proposé par Mme INGRASSIA, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (50 %)	80.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (10 %)	16.000 €
-Réserve parlementaire	10.000 €
-Autofinancement	54.000 €
TOTAL	160.000 €

SOLLICITE un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence au titre de l'enveloppe « Patrimoine » à hauteur de 10 % du montant HT des travaux,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires et à signer tout document en découlant, dont la convention avec l'Etat concernant l'octroi de la subvention de la D.R.A.C. de 80.000 €

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitres 20 et 23).

4 - Etude de faisabilité pour l'acquisition et la réhabilitation d'une partie du bâtiment de la Coopérative Vinicole pour y recevoir les locaux d'un Office du Tourisme intercommunal, d'une Maison du Terroir et d'une salle de conférences, avec le partenariat financier du Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER), la Région, le Département et la Communauté de Communes du Comté de Provence.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante de la possibilité offerte à la Commune de lancer une étude de faisabilité portant sur l'acquisition et la réhabilitation d'une partie du bâtiment de la cave coopérative, en bénéficiant de subventions importantes notamment du FEADER mais aussi de la Région, du Département et de la C.C.C.P.

L'étude comprendrait les postes suivants :

- prestations de services externes pour réalisation d'études (soumis au Code des Marchés Publics)
- intervention d'un géomètre
- frais de fonctionnement de la structure porteuse qui serait initialement la Commune au profit de la C.C.C.P.
- frais de communication (édition du rapport, réalisation de réunions,...)

La réhabilitation du bâtiment consisterait en l'aménagement de locaux (sur environ 1.000 m²) pour un Office du Tourisme intercommunal, une Maison du Terroir et une salle de conférences. M. le Maire attire aussi l'attention du Conseil sur la localisation de ce bâtiment, en bordure de la déviation sur laquelle environ 4.000 véhicules passent chaque jour. Il précise que ce projet sera repris ensuite au niveau intercommunal avant de l'être par la Communauté d'Agglo.

L'estimation de cette étude de faisabilité s'élève à 150.000 € HT (à affiner en fonction des propositions reçues des bureaux d'études) et le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

FEADER (programme LEADER).....	75.000 €
Région.....	45.000 €
Département.....	10.000 €
C.C.C.P.	à déterminer
Autofinancement maximum.....	20.000 €

Monsieur le Maire souligne donc que le financement majoritaire proviendrait du Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER) dans le cadre du programme Leader.

Il indique que l'inscription dans un programme européen Leader permet de financer une phase d'études préalables de développement de projet d'investissement.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. FOURNEL demande à qui appartient le bâtiment.

M. SAULNIER répond qu'il est la propriété des coopérateurs. Il précise qu'une étude de faisabilité peut être menée sans être propriétaire des lieux.

M. FOURNEL demande si cela ne générera pas de problèmes avec la Coopérative de Correns.

M. SAULNIER répond avoir rencontré à plusieurs reprises les Responsables de la Coopérative qui ont reconnu ne pas avoir les moyens de réhabiliter cette partie de bâtiment et qui seraient donc favorables à sa cession à la Commune.

M. FOURNEL demande quelles seront les retombées économiques de ce projet et si l'Office du Tourisme sera Valois ou bien intercommunal.

M. SAULNIER répond que vu que la compétence « Tourisme » est gérée par le Syndicat de la Provence Verte, l'Office du Tourisme fera partie de ce Syndicat mais il sera appelé « Office du Tourisme de LE VAL » comme il existe celui de Brignoles, celui de Barjols, etc....

M. KINET demande qu'avant la fin de l'année 2016, une réunion d'informations sur les compétences transférées soit organisée afin que chaque Conseiller Municipal comprenne bien en quoi consistent ces transferts : « La compétence « tourisme » a été transférée à la Communauté de Communes donc on en fait partie. La CCCP a transféré ensuite cette compétence à « La Provence Verte ». Il demande qu'une personne qualifiée vienne présenter au Conseil Municipal, en réunion privée, les divers éléments relatifs aux transferts de compétences avant janvier 2017 avec l'apparition de la communauté d'agglo. Il indique que les élus sont totalement privés d'informations qui devraient être données par les délégués du Conseil Municipal auprès des différentes instances.

Mme INGRASSIA indique que la compétence « tourisme » a été déléguée au Syndicat de « La Provence Verte » et « LE VAL a perdu le médaillon l'autorisant à être appelé Office du Tourisme ou Syndicat d'Initiative. Sur la carte touristique, LE VAL n'apparaît plus ».

M. KINET : « LE VAL n'apparaît plus car nous n'avons jamais eu d'Office du Tourisme. »

Mme INGRASSIA : « Si, nous en avons un mais, vu que durant plusieurs années, aucune activité ayant trait au tourisme n'a été menée par les équipes municipales précédentes, nous avons perdu ce titre. Des statistiques ont révélé cette absence d'activité. Nous lançons des actions maintenant pour redemander la reconnaissance de notre Point Accueil en Office du Tourisme et essayons de recréer une dynamique pour regagner ce blason. »

M. SAULNIER rappelle qu'il est membre du bureau de « La Provence Verte » et qu'il œuvre pour redonner une place au VAL au niveau du Tourisme. Il indique que tous les musées de la Commune ont rouvert et informe le Conseil avoir reçu récemment une cinquantaine d'hébergeurs de la région qui ont été enchantés de leur visite et très enthousiastes.

Il demande aux Conseillers de revenir sur le dossier inscrit à l'ordre du jour, soit la convention « FEADER » pour ouvrir une vitrine sur la départementale et inciter les automobilistes à entrer dans le village.

M. LANGE dit refuser de voter cette délibération par solidarité avec les vigneron du VAL qui ont été dépossédés de leur cave coopérative, créée par leurs ancêtres en 1920, au profit des vigneron de Correns. « Je ne ferai pas de cadeau aux Vignerons de Correns en votant cette délibération pour qu'ils vendent à la Commune une partie de ce bâtiment, quelque soit sa réhabilitation. Je ne sais pas ce qu'en pense Rémi GAUTIER, fils et petit-fils de viticulteurs, mais pour moi, c'est bien clair. A moins qu'ils ne le donnent à la Commune vu qu'ils l'ont eu gratuitement. »

M. SAULNIER répond que c'est de l'histoire ancienne, que ces transactions ont eu lieu bien avant l'arrivée de l'équipe municipale actuelle. Il souligne qu'à ce jour on constate les potentialités intéressantes de ce bâtiment.

M. NAL indique que : « ce projet arrive en droite ligne de ce que nous avons prévu dans notre campagne électorale, soit créer une vitrine sur la déviation avec un Office du Tourisme, une Maison du Terroir, etc, etc. « Ce bâtiment immense et inutilisé est une aubaine et ce projet est très intéressant ».

M. GAUTIER intervient : « les conflits qui ont opposé les Valois et les Corrensois à propos de la coopérative sont d'un temps dépassé. J'ai, pour ma part, deux observations : premièrement, si ce projet abouti, je souhaite qu'il n'y ait aucune complaisance pour les Coopérateurs de Correns et deuxièmement, quand on voit le budget qui prévoit une participation du FEADER, on ne peut pas avoir de certitudes car, suite aux dernières élections régionales, des changements vont être opérés dans le FEADER et les priorités ne seront peut être plus exactement les mêmes. Enfin, je suis un peu inquiet devant l'incertitude de la participation de la Communauté de Communes malgré le fait que le projet soit intercommunal. Si la C.C.C.P. ne suit pas la Commune, la charge financière pour le budget communal sera de 20.000 €. Intellectuellement, je suis pour le projet mais contre le fait de devoir prendre en charge ce montant. Je demande que cette participation le soit par la Communauté de Communes. »

M. SAULNIER indique que Mme PONS, Présidente de la Communauté de Communes, étudie favorablement ce dossier. Il rappelle qu'aucun autre dossier n'a été présenté par d'autres Communes du secteur ni sur les autres Communautés de Communes environnantes.

M. GAUTIER : « Raison de plus pour demander à la C.C.C.P. de prendre en charge cette participation. »

Mme BREBAN : « D'autant plus que le budget ne nous permet pas de payer 20.000 € de frais d'études puisqu'il ne reste que 10.000 € disponible à cette imputation. »

M. SAULNIER rappelle que cette dépense n'interviendra qu'en 2017 ou 2018, pas cette année.

M. GAULET demande si on a plus de visibilité sur la parcelle voisine de « La Jouberte » car selon le résultat des pourparlers, la vitrine risque d'être partiellement enclavée.

M. SAULNIER indique que la parcelle de « La Jouberte » est située en contrebas du bâtiment en question et que la visibilité pourra être préservée.

Mme INGRASSIA : « Je fais partie des Conseillers de la Communauté de Communes et je constate le nombre important de dossiers qui nous sont présentés par les autres Communes. LE VAL ne doit pas être frileux mais doit se projeter de façon cohérente en accord avec nos engagements de campagne électorale. »

M. VERDON rejoint les propos de M. Rémi GAUTIER et se dit ébahi devant le montant de cette étude de faisabilité de 150.000 €. Il indique ne pas voter pour cette délibération : « Certes le projet est innovant mais nous avançons dans le brouillard et nous n'avons pas d'engagement de Mme la Présidente de la C.C.C.P.. Je souhaiterais avoir la certitude que la Commune n'aura pas un centime à déboursier pour cette étude.

M. KINET répond que cela n'est pas possible car, sur un financement européen, tous les acteurs économiques doivent participer. La Commune doit donc prendre en charge une partie de l'étude en qualité de « porteur du projet ».

M. GAUTIER indique que son intervention précédente ne cherche pas à faire capoter la délibération ou le projet présenté ce soir. Il demande comment ce financement va fonctionner. La C.C.C.P. est une assemblée d'élus qui doit pouvoir se prononcer sur les aides accordées aux Communes membres. « Certes il faut se lancer pour voir sortir un projet, je ne suis pas frileux (pour répondre à Mme INGRASSIA), mais je trouve que pour un projet intercommunal, Mme PONS devrait s'investir un peu plus. Je suis persuadé que ce projet apportera énormément pour le village et je rappelle que j'y étais déjà favorable lors de la campagne électorale. J'espère que cela coûtera le moins cher possible à la Commune. »

M. SAULNIER répète que Mme PONS s'est engagée sur un partenariat pour ce projet qui revêt une grande importance pour la C.C.C.P.

Mme BREBAN demande ce que vont devenir les locaux de l'actuel Point Accueil et comment va être géré le personnel.

M. SAULNIER répond que le Point Accueil sera transféré dans les nouveaux locaux et le personnel transféré à la Communauté de Communes.

Mme BREBAN demande si la Maison du Terroir sera communale ou intercommunale, et si la salle de conférences ne fera pas double emploi avec celle prévue à la Magnanerie ?

M. SAULNIER précise que le projet comprend une salle de conférences pour démarrer l'étude de faisabilité mais que cela pourra tout aussi bien être une salle des fêtes ou toute autre chose. « Rien n'est figé ».

Mme BREBAN demande si la Commune devra acheter les locaux.

M. SAULNIER répond négativement : ce sera la Communauté de Communes qui achètera les locaux. Il précise que le budget communal ne pourrait pas supporter cette dépense.

M. GAUTIER intervient pour confirmer à M. le Maire qu'après avoir entendu toutes ces explications complémentaires, il votera la délibération.

M. FOURNEL rappelle que d'ici quelques mois, la Communauté de Communes va disparaître pour être remplacée par la Communauté d'agglomération et qu'en conséquence les engagements risquent d'être annulés.

M. SAULNIER indique que la décision de partenariat financier doit être prise dans les plus brefs délais par la Communauté de Communes.

M. FOURNEL demande que des précautions soient prises sur l'interaction des infrastructures (voie d'accès, parking,...) entre le terrain de « La Jouberte » et le projet sur le bâtiment de la coopérative afin que cela ne revienne pas plus cher.

M. SAULNIER indique d'une part que les accès (entrée/sortie) se feront par la déviation et que, d'autre part, la pointe située à l'entrée du terrain de la coopérative sera récupérée ainsi que le terrain situé sur la partie arrière.

M. FOURNEL demande si on pourra revenir en arrière si le coût est supérieur pour les infrastructures de jonction à réaliser avec La Jouberte.

M. SAULNIER demande une seconde fois que le Conseil Municipal revienne sur le dossier à l'ordre du jour sans diverger sur d'autres affaires.

M. KINET demande que le corps de la délibération soit repris afin d'indiquer que pour ce projet la Commune sollicite le plus grand nombre de subventions.

M. SAULNIER indique que la délibération détaille le plan de financement comme stipulé par l'organisme de liaison avec le FEADER (voir ci-après).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

1 ABSTENTION : Mme BREBAN (qui s'inquiète car n'ayant aucune visibilité sur les finances à venir)

5 CONTRE : MM. LANGE-VERDON (pour les raisons évoquées durant le débat)- Mme BOULE AMPHOUX - MM. PAZ et GAULET

APPROUVE le projet de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la cave coopérative vinicole pour y aménager un Office Intercommunal du Tourisme, une Maison du Terroir et une salle de conférences

ACCEPTE que la Commune du VAL soit désignée comme la structure porteuse du projet

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du FEADER, de la Région, du Département et de la Communauté de Communes du Comté de Provence pour financer l'étude de faisabilité de ce projet

ARRETE le plan de financement prévisionnel de cette étude comme suit :

FEADER (programme LEADER).....	75.000 €
Région.....	45.000 €
Département.....	10.000 €
C.C.C.P.	à déterminer
Autofinancement maximum.....	20.000 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire au versement des subventions.

5 - Adhésion au SIVAAD et désignation de délégués

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD) a pour objet d'améliorer les conditions de fonctionnement des services de restauration collective organisés par les communes adhérentes et de faciliter les achats des autres services municipaux.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SIVAAD, qui indique que le Syndicat exerce également des activités de :

- Gestion et suivi des marchés de fournitures
- Etude économique relative aux marchés de fournitures courantes et rédaction des cahiers des charges
- Conseil, formation, animation et organisation de rencontres, forums, sessions, en matière de marchés publics, de développement durable
- Conseil en matière d'hygiène et d'équilibre alimentaire
- Conseil technique sur la qualité des produits utilisés par les communes
- Assistance en matière d'équipement des cuisines

M. DEBAQUE souligne que les activités et missions de ce Syndicat présentent un intérêt certain pour la commune du VAL, en complément de son adhésion au Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var, datant du 22 avril 2014.

Il précise que si le Conseil Municipal décide cette adhésion et conformément à l'article 10 des statuts du SIVAAD, il doit désigner deux délégués titulaires et deux suppléants pour représenter la Commune au sein du Comité Syndical.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SIVAAD,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE :

- 1 - d'accepter les statuts du Syndicat
- 2 - d'adhérer au Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD)
- 3 - d'autoriser M. le Maire à signer tout document relatif à cette adhésion
- 4 - de nommer les délégués suivants pour siéger au sein du Comité Syndical
 - En qualité de titulaires :
 - Mme BOSSUGE Brigitte
 - M. KINET Jean-Luc
 - En qualité de suppléants :
 - Mme GAQUIERE Ingrid
 - M. DEBAQUE Christian

6 - Redevances d'occupation du domaine public (gaz et chantiers électricité)

Monsieur le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz n'avait pas été actualisé depuis un décret du 2 avril 1958.

M. le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué, qui porte à la connaissance du Conseil Municipal le décret n° 2007-606 du 2 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières.

Il propose à l'assemblée délibérante :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution et de transport de gaz et par les canalisations particulières de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres arrêté au 31 décembre de l'année précédente ;
- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier. La recette correspondant au montant de la redevance perçue sera inscrite au compte 70323 ;
- que la redevance due au titre de 2016 soit fixée en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1^{er} janvier de cette année, soit une évolution de 16,00 % par rapport au montant issu de la formule de calcul du décret précité.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. DEBAQUE, Adjoint délégué,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOpte les propositions qui lui sont faites concernant la redevance pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz qui occuperaient le domaine public communal.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui fait part à l'assemblée de la parution au journal officiel du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz. Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites permettant d'escompter la perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recettes.

Il propose au Conseil Municipal :

- de décider d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;
- d'en fixer le mode de calcul, conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ADOpte la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la redevance pour l'occupation du domaine public par les chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz. Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

7 - Création d'un emploi de Technicien Territorial

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le travail incombant au personnel des Services Techniques s'avérant de plus en plus vaste, avec des interventions en régie municipale de plus en plus nombreuses et variées, il s'avère nécessaire de mettre en place un encadrement et une organisation plus structurés que ce qui existe depuis des décennies.

En conséquence, il propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste de Technicien Territorial en vue de confier, à l'agent désigné pour l'occuper, les missions de Directeur des Services Techniques (D.S.T.) et, dans un futur proche, du service des Marchés Publics.

Cet emploi **permanent** et à **temps complet** sera créé à compter du **1^{er} juin 2016**.

Mme BREBAN : « J'ai quelques précisions à donner à l'ensemble du Conseil Municipal. J'avais transmis à l'ensemble des Conseillers les tableaux de M. GOMEZ, Trésorier Principal à la Trésorerie de Brignoles, tableaux où on peut voir que les charges de personnel représentent 53 % des dépenses de fonctionnement ce qui correspond à 422 € par habitant alors que la moyenne nationale est de 419 €. On constate aussi que la marge de manœuvre sur les frais de personnel est très faible car en 2015, 94,79 % des prévisions ont été atteints. Je vous avais aussi transmis l'analyse financière du Trésorier qui indique que les dépenses de fonctionnement sont en progression de 14,6 %, ce qu'on avait d'ailleurs constaté dans le DOB et lors de l'élaboration du budget, et que les produits de fonctionnement n'évoluent que de 5.2 %, d'où un fort recul de la capacité d'autofinancement brute qui est de 21 €/hbt pour une moyenne départementale de 128 €/hbt pour 2015. La capacité nette d'autofinancement pour 2015 est devenue négative. Le Trésorier attire notre attention sur le fait que la Commune doit impérativement restaurer sa C.A.F. afin de pouvoir assumer le remboursement de la dette et financer les projets d'investissement futurs. Cela passe par une maîtrise des charges de fonctionnement. C'est pour cette raison que je voulais attirer votre attention sur ces quelques chiffres car, en 2015, on a eu une marge de manœuvre très faible sur les frais de personnel. En sachant que l'ancien Responsable des ST ne partira en retraite que mi 2017, cela va entraîner la prise en compte de deux salaires de catégorie B pendant 10 mois. »

M. SAULNIER intervient : « Aujourd'hui, le personnel dont nous parlons est livré à lui-même car n'ayant personne au-dessus de lui en tant que technicien ; que, lorsqu'on regarde le temps passé par ce personnel sur les chantiers, quelquefois il est multiplié par deux, pour aller par exemple chercher un sac de ciment (deux agents partent sur Brignoles pour l'acheter) ; que souvent le matériel est en panne, et qu'on rachète du matériel à tire-larigot ce qui constitue une dépense inconsidérée, etc, etc. Donc la future DST pourra prendre en compte tous ces problèmes de personnel, de déplacements, reprendre le parc de matériel pour faire le point de tout ce dont nous pouvons disposer, car on s'est rendu compte qu'il existait par exemple deux tondeuses autoportées, alors que nous pensions en avoir qu'une comme cela semblerait suffire. Donc le fait que deux agents utilisent ces machines empêche l'un des deux de faire autre chose pendant ce temps. D'autre part au niveau des études, la future DST sera en mesure de réaliser des pré-études de faisabilité, ce qui permettra de faire des économies. »

M. DEBAQUE intervient pour rappeler que cette nouvelle DST devra se rapprocher de l'ancien responsable des ST afin qu'il lui transmette toutes ses connaissances sur le territoire communal. Il estime que 10 mois pour permettre cette transmission est un délai nécessaire. Il souligne aussi que l'actuel chef de service des ST doit également partir en retraite bientôt. La nouvelle DST va donc remplacer deux personnes d'ici quelques mois. »

M. FOURNEL : « Je ne pense pas que la personne embauchée pour remplacer l'ancien Responsable des ST pourra gérer le personnel sur le terrain, les études, les marchés (quoique les marchés ne seront pas nombreux vu nos finances en berne) et donc tout faire. Je pense qu'il existe actuellement aux ST des agents compétents qui peuvent faire des plannings, gérer le personnel et être sur le terrain. Certes parfois il y a des doublons mais il n'y a pas eu de chef depuis longtemps avec eux. Je suis persuadé qu'on peut arriver à rétablir la situation. Je ne suis pas contre l'embauche de personnel mais cela va grever de façon importante le budget en payant un double salaire pendant plusieurs mois. »

M. GIRAUD : « Je veux quand même défendre mon bilan des deux ans passés dans ma délégation pour la gestion du personnel communal. L'embauche de ce DST n'est pas une nouveauté, il en a été discuté maintes et maintes fois en commissions du personnel, des travaux, des finances. Il a été constaté unanimement que ce poste était indispensable pour arriver à réorganiser le service. Le Responsable actuel n'a pas l'intention de rester à ce poste, il avait accepté de nous dépanner en attendant l'arrivée du DST. Pour en revenir aux chiffres de Mme BREBAN, je tiens à souligner l'état dans lequel nous avons trouvé le personnel à notre arrivée il y a deux ans : des dents creuses dans tous les services qu'on a repris petit à petit. Je voudrais rappeler aussi la plus-value apportée au service de la petite enfance à la demande de Mme Annette PASQUET et je doute que les rentrées d'argent générées par ce service aient été prises en compte directement. C'est donc normal qu'il y ait des dépenses. Je rappelle aussi que nous avons embauché un troisième agent de police municipale. Je pense donc que c'était nécessaire et indispensable pour mettre la masse des agents à niveau. Maintenant, je vais précéder l'intervention de M. Gaby LANGE et répondre à la question « pourquoi un technicien, donc un cadre B ? ». Je pense que c'est le cadre d'emploi qui correspond à la situation. Nous n'avions pas de cadre d'emplois correspondant à nos attentes, l'agent promouvable en interne a refusé l'avancement comme il avait déjà refusé un avancement sans concours pour agent de maîtrise vu que l'échelle indiciaire ne lui était pas favorable. Donc un technicien venu de l'extérieur et de plus un agent féminin devrait à mon avis être le meilleur moyen pour revoir l'organisation des équipes et dans un second temps, quand le Responsable des Marchés Publics partira en retraite, prendre le relais, comme on en avait parlé lors de notre première réunion. »

M. SAULNIER remercie M. GIRAUD pour ces éclairages très importants.

M. LANGE intervient : « Je suis tout à fait en phase avec l'intervention de Mme BREBAN. Je voudrais faire une petite remarque à Messieurs DEBAQUE et GIRAUD : il est vrai qu'il a été discuté en commissions de cette embauche, et j'y étais favorable à l'origine. Mais à l'époque, je ne connaissais pas l'état des finances communales. Je n'étais pas informé des difficultés financières rencontrées en fin d'exercice 2015 avec une capacité d'autofinancement négative (-51.000 € environ). Je considère que la délibération proposée ce soir est contraire aux préconisations du Trésorier. Je voudrais simplement citer la dernière phrase du rapport de M. GOMEZ : « cela passe par une maîtrise de ses charges de fonctionnement ». Cela veut tout dire. Et quand M. DEBAQUE dit que le responsable actuel des ST doit partir à la retraite en 2017, ce n'est pas le cas. Cet agent n'a en effet que 57 ans, donc s'il n'a pas une carrière longue, il ne pourra partir qu'à 62 ans au mieux. Quant à l'ancien Responsable des ST qui est chargé maintenant du service des Marchés Publics, certes, comme le dit M. DEBAQUE, il connaît parfaitement le territoire après plus de trente ans de service, mais l'actuel Responsable des ST le connaît tout aussi bien. Moi, je connais également parfaitement le village mieux que quiconque dans ce Conseil, pour preuve : le canal des fontaines est sec depuis 15 jours, l'alimentation en eau ayant été coupée pendant les travaux ; je pensais que l'Adjoint aux Travaux donne les ordres aux ST de profiter de l'occasion pour nettoyer ce canal. Quant au terrain de la source, il est dans un état lamentable car non débroussaillé, non entretenu par la Commune alors que c'est elle qui doit le faire et non la SEERC. J'ai des photos de l'enclos de la source que j'ai prises avec M. Pierre ARNOULT. Il faut savoir que lorsqu'on nettoie le canal il faut envoyer l'eau vers la rivière car tous les rémanents ne doivent pas aller dans le canal.

Il ne faut pas attendre qu'on remette l'eau des fontaines pour commencer à nettoyer le canal ! Pour en revenir à l'embauche de la DST, je pense qu'il est trop tôt. Avant de lancer les entretiens professionnels, il aurait fallu prendre la délibération six mois avant pour créer le poste et en fonction du vote on aurait contacté ou pas les candidats. Admettons que ce soir la création soit rejetée, je sais qu'elle sera acceptée vu la majorité en place, mais si elle ne passait pas, cette dame a déjà donné son préavis à sa commune actuelle, que ferait-elle alors ? Elle devrait demander l'annulation de sa demande de mutation ? Ce n'est pas sérieux ! D'autre part, il n'est pas certain que le Responsable des Marchés Publics parte à la retraite mi-2017. M. BAILLY peut très bien faire le compagnonnage et nous pouvons ainsi attendre le départ à la retraite du Responsable des Marchés Publics. »

M. GIRAUD indique que la délibération doit porter sur un poste avec un indice et un grade. On doit donc attendre de connaître le grade du candidat retenu pour créer le poste en adéquation. C'est le fonctionnement de la Fonction Publique Territoriale.

M. GAULET intervient : « tous les arguments sont très pertinents mais la question essentielle est : les finances permettent-elles cette embauche ou pas ? »

M. SAULNIER : « Pour ma part je confirme qu'elles le permettent. »

Mme BREBAN : « Vu que la CAF est négative, on peut soumettre au Conseil Municipal de faire des économies sur les autres chapitres de dépenses de fonctionnement. J'étais moi aussi favorable à cette embauche, mais c'était avant de rencontrer M. GOMEZ de la Trésorerie. Ma proposition est de réduire nos indemnités de fonction pour basculer les crédits sur les charges de personnel. C'est ma proposition de Vice-Présidente de la Commission des Finances.

M. SAULNIER : « Je suis persuadé que le budget pourra faire face aux charges de personnel suite à cette embauche. »

Mme INGRASSIA revient sur les propos de M. GIRAUD quant au fait que cette embauche a été discutée à maintes reprises en commissions..

M. LANGE : « Mais on ne connaissait pas les finances de la Commune à ce moment-là ! »

M. SAULNIER : « Mais ne parlons pas toujours des finances ! J'ai vu M. GOMEZ et il ne m'a pas dit la même chose ! »

M. LANGE : « Mais il l'a écrit ! »

Mme BREBAN : « Oui, je n'ai lu que ce que M. GOMEZ a écrit ! »

M. SAULNIER : « M. GOMEZ m'a dit que les finances de la Commune étaient en équilibre. »

Mme INGRASSIA : « Cette embauche correspond à un grand besoin que l'on a d'avoir un Directeur qui organise, qui prévoit... on est tous dans l'attente de cela. Ce n'est pas à l'Adjoint aux Travaux de se mettre à curer les fossés ou à distribuer le travail. Il manque un organisateur ! M. GIRAUD en a fait le constat. On était tous d'accord en réunion d'Adjoints pour cette embauche. On a choisi la personne dont le salaire était le moins élevé, sur les deux candidats compétents retenus, par souci d'économie. »

M. VERDON : « Peu importe. M. GOMEZ a bien attiré l'attention des élus sur la fragilité des finances. Alors que je n'entende pas l'année prochaine « Nous sommes obligés d'augmenter les impôts », car c'est la bonne parade toute gentille, et c'est encore le contribuable qui va assumer ! »

Mme INGRASSIA : « Il faut bien se rendre compte qu'il y a des choses qui se mettent en place au sein de la Commune. Quand on parle de travaux à réaliser, il faut bien qu'il y ait des hommes qui les fassent, mais pas seulement, il faut qu'ils soient organisés, « drivés ». Il faut qu'un planning hebdomadaire soit rédigé : telle semaine tel et tel agent doit être à tel endroit pour faire tel chantier, d'autres à tel autre endroit, etc... Il faut que quelqu'un dise aux agents que pour tel chantier ils doivent être deux et non pas huit pour réaliser un travail sur une semaine ou sur deux jours. Actuellement aucun agent des ST ne veut assumer cette responsabilité. Nous sommes donc bien obligés de faire face et d'organiser. Il y aura certainement des économies qui seront faites (et constatées sur du moyen terme) tant au niveau du temps (et le temps c'est de l'argent) qu'au niveau du matériel car au lieu de faire faire des chantiers par des entreprises, ils pourront être réalisés en régie.

M. FOURNEL : « Je ne pense pas que la nouvelle DST pourra à la fois être sur le terrain pour encadrer les équipes et en même temps établir des dossiers de pré-études et s'occuper des marchés publics. A savoir que la personne chargée de ce service y travaille à temps complet. J'insiste sur le fait qu'il y a déjà des agents dans notre personnel qui peuvent gérer des équipes. »

M. SAULNIER : « Je précise que le Responsable des Marchés Publics a eu une somme très importante de travail à réaliser car il y avait énormément de retard dans les dossiers de consultation. Aujourd'hui nous commençons à équilibrer son travail. Tous les grands projets sont aujourd'hui lancés, preuve en est le travail mené par la Commission d'Appels d'Offres. Nous laisserons à la DST le temps de s'installer, de s'organiser avant de lui donner cette tâche supplémentaire. »

M. FOURNEL : « Nous pouvons donc attendre quelques mois avant d'embaucher car on ne peut pas être certain que le Responsable des Marchés parte à la retraite et de plus, il y aura moins de marchés à passer, vu les finances. Le remplacement ne sera donc pas nécessaire. »

M. SAULNIER : « Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que nous avons bien travaillé et qu'aujourd'hui il y a moins de dossier des marchés à lancer. Quant au départ à la retraite de l'agent, il nous l'a confirmé oralement. »

M. LANGE : « Cette embauche aura une incidence sur les dépenses de fonctionnement. Sachant qu'il manquait 240.000 € pour équilibrer le budget de fonctionnement ce qui a obligé la commission des finances à racler les fonds de tiroirs pour trouver l'équilibre avec les recettes, on déduit que la marge de manœuvre est limitée. Sur quoi comptez-vous économiser pour pouvoir assurer cette rémunération. Il va bien falloir faire face ! »

M. SAULNIER : « Je vous ai dit qu'on trouvera comment faire face à cet engagement et on y fera face. »

Mme BREBAN : « Je trouve personnellement très désagréables vos propos, Monsieur le Maire, envers moi encore une fois devant le Conseil Municipal. J'estime que ce que je dis sur les finances, ce n'est pas n'importe quoi. J'ai devant les yeux l'analyse financière de M. GOMEZ, Trésorier. Alors s'il nous a écrit quelque chose à nous et qu'à vous il vous a dit autre chose, il faudra éclaircir cela. Je répète que je trouve tout à fait déplacés vos propos envers moi. »

M. SAULNIER : « Je n'ai pas dit qu'il m'avait dit autre chose, mais que vous avez interprété ses propos alors que les finances communales ne sont pas du tout en péril. Par contre, il est évident que comme tous les ménages aujourd'hui, il faut se montrer plus prudent sur certaines dépenses. Sur d'autres, on peut arriver à un équilibre. Je n'ai rien contre vous Mme BREBAN quand je dis cela. »

M. LANGE : « Vous parliez tout à l'heure de l'encadrement des ST. Par le passé, j'encadrais deux personnes à la voirie. MM. CULINATI et NAL encadrent actuellement les jardiniers qui ont fait un travail remarquable. Il suffit que quelques volontaires encadrent les équipes et nous n'avons pas besoin d'une DST. »

M. KINET : « Mais ce n'est pas le rôle des Conseillers Municipaux ! »

Mme INGRASSIA : « Ce n'est pas le rôle des Adjoints ! »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

2 ABSTENTIONS : Mmes BREBAN et PASQUET qui précisent qu'elles n'ont rien contre le travail de M. GIRAUD mais vu le déroulement des propos tenus ce soir.

7 CONTRE : Mme BOULE AMPHOUX et MM. VERDON - LANGE - COEURDEUIL - PAZ - GAULET et de M. FOURNEL qui précise qu'il est pour l'embauche de personnel mais contre le fait que cela se fasse maintenant

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi de Technicien Territorial à compter du 1^{er} juin 2016

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

8 - Modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés par arrêté préfectoral le 31 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite « loi NOTRe », notamment l'article 102 qui modifie l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) pour le Var adopté par le Conseil Départemental du Var dans sa séance du 18 décembre 2014 ;

Considérant que l'article 102 de la loi NOTRe dispose que pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau, les Collectivités territoriales et leurs groupements, dans le cas où la compétence leur a été préalablement transférée, peuvent, deux mois après la publication de leur projet dans un journal d'annonces légales et sa transmission à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, établir et exploiter, sur leur territoire, des infrastructures et des réseaux de communications électroniques, au sens des 3° et 15° de l'article L32 du Code des Postes et des Communications Electroniques » ;

Considérant la mise en œuvre de projets notamment sur les Communes de La Celle, Châteauvert et Entrecasteaux dans le cadre du SDTAN et, par conséquent, la nécessité, pour la Communauté de Communes de se doter, au titre de ses compétences facultatives, de la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, prévue par l'article L1425-1 du CGCT;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération n° 2016 - 40 du 4 avril 2016, le Conseil de Communauté du Comté de Provence propose aux communes membres une modification des statuts de la Communauté de Communes, afin d'intégrer, au titre de ses compétences facultatives, la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, prévue par l'article L1425-1 du CGCT.

Il demande, en conséquence, au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, intégrant la compétence facultative en matière « d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques », prévue par l'article L1425-1 du CGCT,
- de se prononcer ultérieurement sur le transfert des actifs dont le recensement sera établi par les Communes,
- et d'autoriser la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, intégrant la compétence facultative en matière « d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques », prévue par l'article L1425-1 du CGCT,

INDIQUE se prononcer ultérieurement sur le transfert des actifs dont le recensement sera établi par les Communes,

AUTORISE Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales

9 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 26 avril 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

<u>N° 8-2016 du 29 avril 2016</u> Modification de la régie de recettes « Activités Périscolaires »	
<u>N° 9-2016 du 6 mai 2016</u> Mission de relevés topographiques, dans le cadre du schéma de gestion des eaux pluviales, confiée au bureau d'études OPSIA de TOULON, avec tranche ferme et tranches conditionnelles B (récolement réseau pluvial enterré) - C1 et C2 (récolement réseau pluvial à ciel ouvert) - E (ouvrages d'art)	21.160 € HT tranche ferme 7.326 € H.T. tranches conditionnelles

Monsieur le Maire indique d'autre part que 9 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 26 avril 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 avril 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

10 - Questions écrites

NEANT

11 - Questions orales

M. FOURNEL : « Félicitations M. le Maire pour les efforts faits au niveau de la communication suite à mes différentes demandes en Conseil Municipal et à vous-même directement. Effectivement, il y a eu une réunion de la commission d'urbanisme qui a été programmée sur un délai très court et beaucoup de Conseillers ne pourront pas y assister. Par contre, je constate qu'en réunion de Conseil Municipal, on revient sur des travaux de personnes compétentes dans leur commission, d'où le renouvellement de ma demande d'affichage des convocations des commissions et des comptes-rendus de réunions. En effet tant que ces comptes-rendus ne seront pas affichés, tous les Conseillers ne seront pas au courant de ce qu'il se passe en commission. M. Xavier GIRAUD a très bien travaillé pendant deux ans mais nous ne sommes pas au courant de tout. Il est aussi tout à fait normal que vous fassiez des réunions d'Adjointes mais j'avais demandé à ce qu'un membre de chaque groupe d'opposition soit présent. »

Mme GAQUIERE : « Les élus de la majorité n'assistent pas aux réunions d'Adjointes. »

M. SAULNIER : « Je vous ai promis que nous allions nous organiser pour mettre en place une meilleure communication au niveau des convocations des réunions des commissions. Pour les comptes-rendus des commissions, ils seront envoyés à tous les Conseillers. Nous allons aussi organiser une réunion générale privée comme nous l'avons déjà fait une fois. »

M. GAUTIER : « Par rapport aux PV, M. FOURNEL, vous pourriez reprocher à la commission d'urbanisme de ne pas faire de PV. S'il n'y a pas un être humain qui le rédige, le PV n'existe pas. Je vous rappelle que lors de la dernière séance plénière de la commission d'urbanisme, avant que nous ne commencions les travaux, j'ai demandé à l'assemblée qui voulait bien se charger de la rédaction du PV. Et vous n'avez pas levé la main, M. FOURNEL. »

M. FOURNEL : « Je n'ai pas cité de nom de commission et je ne vois pas pourquoi je rédigerai le PV d'une réunion alors que je ne fais pas partie de la majorité et qu'il y a des membres de cette majorité qui sont présents et qui peuvent prendre des notes pour rédiger les comptes-rendus. »

M. KINET : « Pour ma part, je ne fais pas partie non plus de la majorité et je rédige des PV de réunions, et d'autres élus font de même. Vous êtes le seul M. FOURNEL à ne pas en faire. »

M. FOURNEL : « C'est faux car j'ai rédigé plusieurs fois des comptes-rendus de réunions de la Communauté de Communes car étant seul à y représenter la Commune. »

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

